

# La philanthropie ne connaît pas la crise

L'organisme veut abriter dix nouvelles fondations chaque année pour arriver à 90 fondations en 2018

PAR NADIA DI PILLO

«C'est un projet qui me tient particulièrement à cœur». C'est avec ces mots que Luc Frieden, ministre des Finances et président du conseil d'administration de la Fondation de Luxembourg, a débuté hier vendredi la présentation du rapport annuel 2012 de la fondation. Depuis presque quatre ans, le ministre accompagne le développement de cet organisme qui «associe de façon remarquable la finance et l'humanisme». Qualifiée de véritable «success story» par Luc Frieden, la fondation a réussi «grâce au travail de sa directrice générale Tonika Hirdman et de son équipe à créer plus de trente fondations en l'espace de trois ans et demi», alors qu'une centaine seulement avait été créée depuis la loi de 1928.

Cet engouement a été rendu possible grâce au «coup de pouce» du gouvernement luxembourgeois à la cause philanthropique ainsi qu'aux grandes fortunes «qui souhaitent être accompagnées dans leur démarche philanthropique», a dit le ministre. Créée par l'Etat luxembourgeois et l'Oeuvre nationale de secours Grande-Duchesse Charlotte en décembre 2008, la Fondation de Luxembourg a en effet pour mission d'accompagner les philanthropes de tous horizons dans la structuration, l'élaboration et le suivi de projets d'intérêt général au Luxembourg et dans le monde. Aujourd'hui, elle gère pas moins de 32 fondations abritées représentant un engagement total de 70 millions d'euros.



Tonika Hirdman dirige la Fondation depuis 2008.

(PHOTO: GERRY HUBERTY)

Les domaines soutenus sont variés: la pauvreté et la cohésion sociale représentent 33,75 % des projets financés, la culture 22,50 %, la santé&recherche 12,50 % et l'éducation universelle 22,50 %. Le profil des grands donateurs n'a guère changé: 82,7 % des fondateurs sont des personnes physiques, le reste étant des sociétés. Autre fait remarquable: les donateurs viennent non seulement du Luxembourg, mais la fondation attire également des donateurs internationaux: 17,24 % des philanthropes résident en Allemagne, 10,34 % en Belgique, 6,90 % en France, alors que la Suisse, le Danemark et la Finlande représentent chacun 3,45 % des fondateurs.

«Nous les aidons à agir, à réaliser leurs souhaits et à apporter leur soutien dans des domaines qui leur sont chers. Grâce à leur envie d'apporter leur pierre à l'édifice, de grandes réalisations dans l'intérêt général ont vu le jour ces dernières années», a dit Tonika Hirdman, directrice générale de la Fondation.

Des exemples concrets sont le lancement d'un prix pour valoriser les études et les carrières d'ingénieur au Luxembourg, l'installation d'un système d'énergie solaire pour un hôpital au Malawi et la construction de logements universitaires pour des étudiants indigènes au Brésil. A ces projets à l'étranger s'ajoutent plusieurs projets sociaux

au Luxembourg ainsi que de nombreuses bourses attribuées dans le domaine culturel.

## Une année charnière

Pour les années à venir, la Fondation souhaite engager encore davantage les groupes d'intermédiaires: notaires, cabinets d'audits et de conseil, banques privées qui sont en contact direct avec leurs clients. Cela peut se faire à travers des événements, des tables rondes, mais aussi à travers le lancement d'une formation. Tonika Hirdman s'est réjoui à cet égard de l'initiative de la «Luxembourg School of Finance» qui vient d'inclure la philanthropie dans son nouveau programme de master en gestion de patrimoine.

2013 s'annonce une année charnière pour la Fondation avec l'élaboration du futur plan stratégique 2014-2018. Les objectifs sont d'ores et déjà définis: abriter dix nouvelles fondations chaque année pour arriver à 90 fondations en 2018.

Finalement, la Fondation continuera «de suivre avec beaucoup d'intérêt» l'évolution d'un statut européen pour les fondations ainsi que d'éventuels changements législatifs au Luxembourg. Le projet de loi visant à modifier la loi de 1928 sur les fondations est toujours en procédure législative. «Cela n'affectera pas le travail de la Fondation de Luxembourg», a expliqué Luc Frieden. Quant au projet de loi sur les fondations privées, instrument servant essentiellement à la gestion de patrimoine, il n'a toujours pas été déposé au Parlement.